

MÉTHODOLOGIE

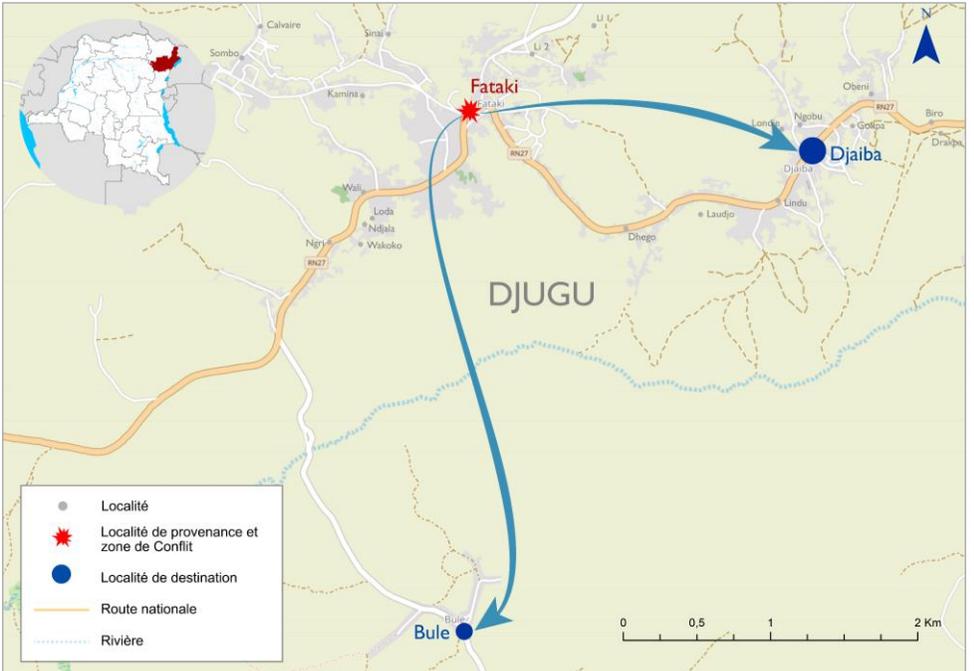
	Evaluation réalisée lors de mission de terrain.	X
	Evaluation réalisée lors d'entretiens téléphoniques avec des informateurs clés.	

L'évaluation rapide de l'OIM (Emergency Tracking Tool, ETT) est un outil mis en place dans le but de collecter des informations sur les mouvements importants et soudains des populations. Ces informations sont collectées à la suite de visites sur le terrain et ou d'entretiens téléphoniques avec les informateurs clés des sites de déplacement ou des communautés d'accueil. D'autres informations sont ensuite recueillies et analysées à partir des outils ERM. Ce rapport présente les résultats de l'évaluation menée le 23 avril 2021 dans le territoire de Djugu, province de l'Ituri.

RÉSUMÉ DE L'ALERTE

En date du 14 avril 2021, une incursion d'hommes armés attribuées aux miliciens du groupe armé CODECO a eu lieu au centre de la localité de Fataki située le long de la RN27 à environ 85Km de la ville de Bunia, dans le groupement Fataki, chefferie de Walendu Djatsi, en territoire de DJUGU. Craignant pour leur vie, plusieurs familles résidant dans le centre de Fataki ont été poussées à abandonner leurs champs, bétails, maisons et autres moyens de subsistance pour trouver refuge à DJAIBA, notamment dans la localité du groupement Djaiba et dans le village BULE, groupement Ng'le, chefferie de Bahema Badjere en Territoire de Djugu.

CARTOGRAPHIE DU MOUVEMENT



Les cartes de ce rapport ne sont fournies qu'à titre d'illustration. Les représentations ainsi que l'utilisation des frontières et des noms géographiques sur ces cartes peuvent comporter des erreurs et n'impliquent ni jugement sur le statut légal d'un territoire, ni reconnaissance ou acceptation officielle de ces frontières de la part de l'OIM.

DÉTAILS DU NOUVEAU DÉPLACEMENT

	→ 22,675 INDIVIDUS DÉPLACÉS		8,490 HOMMES DÉPLACÉS
	4,165 MÉNAGES DÉPLACÉS		ATTAQUES DE GROUPES ARMÉS
	14,185 FEMMES DÉPLACÉES		14 avril 2021

DÉTAIL SUR LA ZONE ÉVALUÉE

PROVINCE	ITURI
TERRITOIRE	DJUGU
CHEFFERIE	BAHEMA BAJERE
GROUPEMENT	JAIBA et N'GLE

DONNÉES DÉTAILLÉES DU DÉPLACEMENT

ZONES ÉVALUÉES	MÉNAGES	INDIVIDUS	HOMMES	FEMMES	< 5 ANS	LOCALISATION
BULE	1363	8178	2299	5879	843	1.9575556, 30.5831111
DJAIBA	2802	14497	6191	8306	418	1.9852778, 30.6041028

PERCEPTIONS DES BESOINS PRIORITAIRES

1 	2 	3 	4 	5 
NOURRITURE	ABRIS	AMÉS	MOYENS FINANCIERS	SANTÉ

OBSERVATIONS & ANALYSES

	Cette nouvelle vague de déplacement s'ajoute aux 1,118 familles déplacées arrivées dans les villages de Bule et Djaiba avant cette crise. Ces derniers n'ont reçu, à ce jour, aucune assistance humanitaire. Avant cette nouvelle crise, une majorité des ménages envisageait de retourner dans leurs milieux de provenance.
	La plupart des ménages nouvellement déplacés n'ont pas la possibilité d'être hébergés par la communauté d'accueil et sont amenés à dormir à la belle étoile. La majorité des ménages a perdu ses articles ménagers lors des pillages et au moment du déplacement et se retrouve ainsi sans le moindre matériel. En outre, les informateurs clés ont rapportés qu'aucun ménage ne dispose de matériels pour stocker l'eau ou les vivres.
	Les informateurs clés ont signalé la présence de sept (7) sources d'eau naturelles aménagées par l'ONG Solidarité Internationale et quatre (4) sources naturelles non aménagées dans les villages de Bule et Djaiba se trouvant à environ 45 minutes de marche. Par ailleurs, certains points d'eau ne sont pas accessibles pour les ménages en raison de l'insécurité ressentie aux heures tardives. Moins de 20 pour cent des ménages se lavent les mains au savon et ont accès à une latrine. Par conséquent, la majorité de la population déplacée utilise soit des latrines familiales traditionnelles des ménages de la communauté hôte soit qui déféquent à l'air libre.
	Les deux localités évaluées (Bule et Djaiba), n'ont pas de structures sanitaires répondant aux standards minimum et n'ont pas les capacités de prendre en charge la population autochtone et la population nouvellement déplacée. Par ailleurs, les services de santé se trouvent à environ 45 minutes voire une heure de marche. Les ménages, déjà affaiblis par le déplacement, n'ont pas les moyens financiers pour couvrir les frais de santé. Cette situation amène la population autochtone et celle nouvellement déplacée à pratiquer l'auto-médication. Selon les informateurs en santé, les maladies les plus récurrentes dans les zones d'accueil sont le paludisme, la diarrhée, la typhoïde, la fièvre hémorragique, la rougeole et l'infection respiratoire.